



## Extrait du registre des arrêtés du Maire

N° 197 T 24

Objet : Autorisation d'installation d'un échafaudage rue Général de Gaulle

**Le Maire de la Ville de Sainte-Adresse**

VU les articles 2212-1 à 2213-5 du Code Général des Collectivités Territoriales

VU l'article R 417-10 du Code de la Route

VU la demande présentée par l'entreprise GT MAINTENANCE ET FINITIONS pour des besoins de travaux de rénovation sur le bâtiment 50 rue Général de Gaulle

### ARRETE

**Article 1** : Afin de permettre le bon déroulement des travaux, une déviation pour les piétons sera créée afin d'installer un échafaudage au droit du 50 rue Général de Gaulle **du 8 juillet au 19 août 2024**.

**Article 2** : L'entreprise mettra en place la signalisation réglementaire visible de jour comme de nuit et les protections nécessaires pour assurer la sécurité des usagers de la route et des piétons. Elle aura l'obligation de réparer les dégâts éventuels causés au domaine public, elle assumera la responsabilité des ouvrages et matériels stationnés et procédera à l'affichage de l'autorisation.

**Article 3** : Les infractions au présent arrêté seront sanctionnées dans les formes prévues par les règlements en vigueur.

**Article 4** : Des droits de voirie seront réclamés ultérieurement à l'entreprise.

**Article 5** : conformément aux dispositions des articles R. 421-1 à R. 421-5 du code de justice administrative, le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Rouen dans le délai de deux mois à compter de sa notification. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application Télérecours citoyens, accessible par le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

**Article 6** : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Sainte-Adresse, les Agents de la Police Municipale, Monsieur le Commissaire Divisionnaire du Havre, Monsieur le Commandant du Corps Urbain du Havre et les Agents de la Force Publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Sainte-Adresse, le premier juillet deux mil vingt-quatre.

Le Maire,



*Hubert DEJEAN de la BATIE*